

Burkina Faso/Attaques djihadistes

7 membres des forces de l'ordre tués par l'explosion d'un engin artisanal

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

AU moins sept membres des forces de l'ordre burkinabè ont été tués dans la nuit de lundi à mardi par l'explosion d'un engin artisanal en allant renforcer un poste de gendarmerie attaqué dans l'est du Burkina Faso, selon des sources sécuritaires.

"Sept soldats, membres d'une équipe mixte (gendarmes et militaires) qui allait en renfort à Pama (est), ont péri lorsque leur véhicule a sauté sur un engin explosif artisanal", a déclaré une source sécuritaire à l'AFP. Une autre source sécuritaire a fait état de huit morts.

Pama, poste de gendarmerie à une centaine de km de Fada N'Gourma (chef lieu de la région de l'Est), a été "attaqué vers 02H00 du matin", selon une troisième source sécuritaire. L'at-



Photo : AFP

En voulant secourir un poste de gendarmerie attaqué, 7 soldats burkinabé ont été tués par l'explosion d'un engin artisanal.

taque du poste a duré "plus d'une heure et n'a pas fait de victime", a poursuivi cette source, précisant que les locaux ont été incendiés par les individus en "grand nombre et lourdement

armés". Ce bilan, non encore définitif, est le plus lourd dans la région de l'Est, et constitue la deuxième plus grande perte au sein des forces armées nationales dans une

attaque, après celle de Nassoumbou (nord) en décembre 2016 qui avait fait 12 morts et traumatisé le pays. Cette explosion à une trentaine de km de Fada

N'Gourma survient deux semaines après la mort de six personnes, cinq gendarmes et un civil, quand un autre engin artisanal avait explosé dans la même région. C'était alors la première fois que le Burkina était victime d'un engin explosif improvisé (IED), très utilisés au Mali ainsi qu'en Syrie, Irak ou Afghanistan. Ces derniers mois, plusieurs centaines de personnes ont été interpellées et des engins explosifs neutralisés au cours d'opérations de ratissage dans les régions de l'Est et du Nord du Burkina Faso en proie à des attaques jihadistes. Longtemps épargné par les groupes armés actifs au Sahel, le Burkina Faso est confronté depuis trois ans à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières dans le Nord. Ces attaques se sont étendues à d'autres régions dont celle de l'Est, frontalière du Niger, du Togo et du Bénin.

L'Afrique en bref

Soudan du Sud: le dirigeant rebelle Machar refuse de signer l'accord de paix



Photo : AFP/L'Union

Le chef rebelle sud-soudanais Riek Machar a refusé mardi de signer l'accord de paix final avec le gouvernement, destiné à mettre un terme à la guerre civile qui ensanglante le plus jeune pays du monde.

Après des semaines de négociations à Khartoum, au Soudan voisin, le président sud-soudanais Salva Kiir et son opposant Riek Machar étaient parvenus à signer, en juillet et début août, une série d'accords prévoyant notamment un cessez-le-feu permanent et un partage du pouvoir.

Afrique du Sud : Zuma mis en cause devant la commission sur la corruption

Une ancienne députée sud-africaine a mis mardi en cause l'ex-président Jacob Zuma dans un trafic d'influence impliquant la famille Gupta, des hommes d'affaires impliqués dans la plupart des scandales de corruption qui ont précipité sa démission. Vytjie Mentor a longuement raconté mardi à la commission chargée d'enquêter sur les "affaires" de l'ère Zuma comment les frères Gupta lui avaient proposé un poste de ministre, avec l'approbation tacite de l'ancien chef de l'Etat.

A travers le monde

Turquie : Macron est "loin de comprendre" la Turquie, selon Ankara

Ankara a accusé mardi Emmanuel Macron d'être "loin de comprendre" la Turquie, après que le président français a reproché à son homologue turc Recep Tayyip Erdogan un "projet panislamique" et appelé à renoncer à une adhésion de ce pays à l'UE.

Allemagne : Merkel dénonce "la haine dans la rue"



Photo : AFP/L'Union

"La haine dans la rue" n'a pas sa place en Allemagne, a mis en garde mardi la chancelière Angela Merkel, alors que l'inquiétude grandit dans le pays après les incidents survenus à Chemnitz lors de manifestations d'extrême droite contre les étrangers.

France/Gouvernement

Le ministre de l'Écologie claque la porte sur un constat d'échec

AFP

Paris/France

"JE ne veux plus me mentir": faute d'obtenir des avancées suffisantes en matière d'environnement, le populaire ministre français de la Transition écologique Nicolas Hulot a jeté l'éponge mardi, un coup dur pour le président Macron qu'il n'avait pas prévu de sa démission.

"Je prends la décision de quitter le gouvernement", a déclaré Nicolas Hulot, lors d'une interview en direct sur la radio France Inter, après avoir confié qu'il se sentait "tout seul à la manœuvre" sur les enjeux environnementaux au sein de l'exécutif.

"Je vais prendre la décision la plus difficile de ma vie, je ne veux plus me mentir, je ne veux pas donner l'illusion que ma présence au gouvernement signifie qu'on est à la hauteur sur ces enjeux-là", a ajouté l'ex-animateur de l'émission de télévision à succès Ushuaïa.

"Nous faisons des petits pas, et la France en fait beaucoup plus que d'autres pays, mais est-ce que les petits pas suffisent... la réponse, elle est non", a-t-il considéré, la gorge nouée, ajoutant en avoir "terminé" avec la politique.

Il s'agit d'un coup dur pour Emmanuel Macron, qui avait réussi à convaincre le populaire M. Hulot d'entrer



Photo : AFP/L'Union

Nicolas Hulot, le ministre français de l'Écologie vient de démissionner du gouvernement.

au gouvernement en mai 2017. Cette démission intervient avant une rentrée qui s'annonce difficile pour le chef de l'Etat. En baisse dans les sondages et secoué cet été par l'affaire Benalla, du nom de son ancien collaborateur accusé de violences lors d'une manifestation, M. Macron doit composer avec une croissance économique moindre qu'espéré et peine à convaincre ses partenaires de l'UE de renforcer l'intégration européenne. La démission surprise de M. Hulot, 63 ans, est d'autant plus douloureuse pour le président que l'ex-journaliste ne l'avait prévu ni lui, ni le Premier ministre Édouard Philippe.

"Je sais que ce n'est pas très protocolaire", a-t-il admis, confiant sa crainte qu'ils cherchent "une fois encore" à le "dissuader" de démissionner. Depuis Copenhague, où il est en visite, Emmanuel Macron a déclaré "respecter" la décision de Nicolas Hulot, "un homme libre". "Je respecte sa liberté, je souhaite compter sur son engagement sous une autre forme et là où il sera", a dit le président, en défendant son bilan en matière écologique. "En 15 mois, ce gouvernement a fait plus qu'aucun autre dans la même période sur ce sujet", et ce travail "va se poursuivre", a-t-il affirmé. Le Premier ministre a annoncé qu'il ferait "dans les

jours qui viennent" des propositions à M. Macron sur le remaniement du gouvernement. Courtisé de longue date par le pouvoir politique, M. Hulot avait été une des recrues majeures lors de la formation du gouvernement actuel, alimentant de nombreux espoirs. Mais si l'ancien militant a enregistré des victoires comme l'abandon de la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes dans l'ouest du pays, il a aussi connu des déceptions et a été contraint de faire des compromis. Il avait notamment dû endosser le report de l'objectif consistant à ramener la part du nucléaire dans la production d'électricité à

50% en 2025, ou l'entrée en vigueur provisoire de l'accord de libre échange UE-Canada (Ceta). Et lundi, veille de l'annonce de sa démission, l'Élysée avait annoncé que le prix du permis de chasse serait diminué par deux.

"Quel gâchis! Il aura essayé mais n'a jamais pu s'imposer dans un gouvernement pour lequel l'écologie n'est qu'un vernis", a commenté Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France.

L'opposition a immédiatement réagi à la démission de M. Hulot pour tirer à boulets rouges sur M. Macron.

Le chef de la droite française et président du parti Les Républicains (LR) Laurent Wauquiez a ainsi déclaré qu'il pouvait "comprendre" que Nicolas Hulot "se sente trahi" par Emmanuel Macron, "comme pas mal de Français".

Pour le chef de file de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, ce départ constitue "un vote de censure contre Macron".

"Nicolas Hulot a eu du courage d'essayer de faire changer les choses à l'intérieur de ce gouvernement anti-écologique, c'est la fin d'une illusion et du bal des Tartuffes", a estimé pour sa part Yannick Jadot, tête de liste d'Europe Ecologie Les Verts pour les européennes.